



COMMUNIQUÉ de PRESSE

COMMUNICATION

CP n° 6 du 05 avril 2024

Réforme de la formation initiale des enseignants : précipitation, mépris des personnels, accident industriel en vue

Après des mois d'attente, sans aucun dialogue social structuré pourtant promis par Gabriel Attal et Sylvie Retailleau cet automne, le président de la République a fait ce matin des annonces sur la formation initiale des enseignants. Il faut maintenant deviner dans ce qui est dit et dans les silences les contours d'une réforme qui sera précipitée et qui va mettre en tension les personnels, et en premier lieu celles et ceux qui travaillent dans les universités et les INSPE.

Les annonces du président reprennent les derniers éléments connus depuis qu'un diaporama du Gouvernement a circulé en dehors de toute concertation avec les personnels et leurs représentant.es. Tout cela fait craindre le pire sur la future structuration de la formation. On devine dans les non-dits un décrochage entre premier et second degré que le Sgen-CFDT réprovoque. L'inquiétude sur l'avenir des personnels n'est pas levée. Le projet d'école normale du XXIème siècle tourne le dos à plus de trente ans d'évolution et méprise les collègues investis dans l'ensemble des formations aux différents métiers de l'enseignement et de l'éducation.

Les propos du président nous inquiètent de nouveau fortement sur sa vision de l'université. Affirmer que les étudiants et étudiantes sont sortis des apprentissages fondamentaux pendant leurs 5 années d'études n'est pas acceptable. Pour ouvrir et financer les licences PPE, le président annonce la fermeture d'autres filières qui n'auraient pas de débouchés, ce qui insécurise en réalité tous les personnels qui exercent dans les universités.

Le Sgen-CFDT demande à être reçu de toute urgence par les deux ministres de l'Enseignement supérieur et la recherche et de l'Education nationale pour obtenir des garanties sur les contenus de la réforme et sur l'avenir des personnels.

Le Sgen-CFDT demande le report de toute réforme en l'absence de concertations entre les ministères de tutelles MENJ et MESR et les organisations syndicales. Nous nous opposerons à toute nouvelle réforme qui remettrait fondamentalement en cause le mouvement d'universitarisation de la formation des enseignants du premier degré et du second degré et qui attaquerait le statut des collègues investis dans l'ensemble des mentions de l'actuel master MEEF.

L'acharnement des derniers gouvernements sur la formation initiale des enseignants et des conseillers principaux d'éducation et sur les personnels qui s'efforcent de la faire vivre est intolérable. Le Sgen-CFDT réaffirme son soutien à l'ensemble des agents qui portent à bout de bras la formation dans les INSPE et les universités.

La réforme permanente sans boussole, sans évaluation partagée ne sert aucun des objectifs affichés : ni l'attractivité du métier enseignant, ni l'amélioration de la formation des enseignants, ni la reconnaissance du travail des formateurs et des personnels des universités.